

## PRISE DE POSITION SUR LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE ET LE SOUTIEN DU REVENU

Ce document porte sur l'argent requis par les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale. Inclusion Canada y décrit ses réflexions et ses convictions concernant la sécurité en matière d'argent et le soutien du revenu.

### L'ARGENT ET LE SOUTIEN DU REVENU: QUEL EST LE PROBLÈME?

Les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale ont besoin d'argent et de ressources. Cet argent est nécessaire pour leurs propres besoins. Il leur faut assez d'argent pour participer à tous les aspects de la vie. Elles ont besoin d'argent pour mener la même vie que les personnes non handicapées. Et quelquefois, elles ont besoin de l'aide du gouvernement pour y arriver.

Le soutien du revenu doit apporter suffisamment d'argent pour vivre. Il doit aussi pouvoir changer quand c'est nécessaire. Mais ce soutien seul ne suffit pas tout seul. Les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale ont besoin d'autres choses aussi. Elles ont besoin de mesures de soutien liées au handicap. Elles ont besoin d'aide pour comprendre les autres programmes et prestations. Elles ont besoin d'aide pour participer à la société de manière significative et vivre avec dignité.

### CONTEXTE

Au Canada, de nombreuses personnes handicapées vivent dans la pauvreté. Leurs familles aussi. Cela ne devrait pas exister dans un pays aussi riche que le Canada.

La pauvreté frappe davantage les personnes handicapées que les personnes non handicapées.

- Les adultes ayant une déficience intellectuelle, qui vivent seules, sont souvent pauvres. Chez eux, le taux de pauvreté est de 73%.
- Les adultes non handicapés ont tendance à être moins pauvres. Chez eux, le taux de pauvreté est de 23%.

Autre problème: le logement. Les personnes ayant une déficience intellectuelle n'ont pas assez de logements abordables et sécuritaires. Elles ont plus de difficultés que les personnes non handicapées à trouver un logement.

- Environ 19% des personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale ont besoin d'un meilleur logement. Ce qui signifie que leur logement actuel ne répond pas à leurs besoins.
- Ce nombre est plus élevé que pour les autres citoyens. En effet, 9% seulement ont besoin d'un meilleur logement.

- Ce chiffre est aussi plus élevé que pour les personnes ayant d'autres types de déficiences. En effet, 17% d'entre elles ont besoin d'un meilleur logement.

Certaines personnes n'ont pas de logement. Il y a 35 000 personnes sans abri au Canada. Plusieurs ont une déficience intellectuelle ou développementale. Les recherches montrent qu'elles risquent davantage que les autres d'être sans abri.

Le travail et l'argent: des problèmes qui touchent les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale. Plusieurs d'entre elles dépendent du soutien du revenu du gouvernement. Elles ont 2 beaucoup de difficultés à trouver un emploi.

- 26% seulement des personnes handicapées ont des emplois payants. C'est nettement inférieur à la moyenne nationale qui est de 76%.
- Les personnes ayant une déficience intellectuelle qui ont un emploi ne sont pas très bien payées. Elles gagnent environ 16 000 \$ par rapport à 49 000 \$ pour les autres.

Au Canada, les personnes handicapées finissent pauvres. Elles n'ont pas les mesures de soutien dont elles ont besoin. Elles n'ont pas d'emploi. Le soutien du revenu n'est pas suffisant. Par conséquent, elles vivent souvent dans la pauvreté. Elles sont isolées. Elles sont exclues de la société.

Les programmes financiers destinés à aider les gens sont difficiles à utiliser. Ils sont source de confusion. Ils n'aident pas toujours les personnes qui en ont besoin. Ils peuvent être difficiles pour les personnes qui n'ont pas de famille pour les aider. Ils peuvent être difficiles pour les personnes qui ont des difficultés à comprendre l'argent et les chiffres.

Le Canada a besoin d'un nouveau programme de soutien du revenu. C'est celui dont on parle en ce moment. Il s'appelle « la prestation canadienne pour les personnes handicapées ». Il doit inclure tout le monde. Il doit assurer aux personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale un revenu et un soutien suffisants pour vivre comme les Canadiens non handicapés. Elles doivent avoir assez d'argent et de ressources pour participer à tous les aspects de la vie communautaire.

## DISCUSSION

### Impact de la pandémie de la COVID-19 sur la sécurité financière.

C'est dur d'être une personne handicapée pendant la pandémie de la COVID-19. Certaines n'ont pas les moyens nécessaires pour vivre. La pandémie a dévoilé toutes les injustices subies par les personnes en situation de handicap. En voici quelques exemples:

- Pendant la pandémie de la COVID-19, le gouvernement fédéral a versé la prestation canadienne d'urgence. Elle valait 50% de plus que le revenu-invalidité.
- Pendant la pandémie de la COVID-19, certains emplois ont été plus touchés que d'autres. Plusieurs emplois à bas salaire ont été perdus ou des heures de travail ont été

réduites. Les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale ont été touchées. C'étaient elles qui risquaient le plus de perdre leur emploi pendant la pandémie. Et d'avoir des compressions de leurs heures de travail. C'est ce qui les a enfoncées davantage dans la pauvreté.

- Pendant la pandémie de la COVID-19, l'Internet et le téléphone cellulaire ont été encore plus utilisés. Plusieurs services ont été transférés en ligne. C'était bien d'une certaine manière. Cela permettait aux gens de rester en contact. Mais de nombreuses personnes handicapées ne pouvaient absorber l'augmentation des coûts. Nous voyons comment cette augmentation peut exclure les gens.

## Manque d'information

Il n'y a pas assez d'informations sur les personnes ayant une déficience intellectuelle. Voici les renseignements à chercher:

- Quelle est leur qualité de vie?
- Combien d'argent gagnent-elles?
- Quel est leur taux de pauvreté?
- Au Canada, combien de personnes ont une déficience intellectuelle ou développementale?

Nous ne savons pas combien il existe de personnes ayant une déficience intellectuelle ou développementale au Canada. Statistique Canada n'arrive pas à établir le nombre exact. En général, ils donnent une estimation. Et elle est inférieure au nombre réel.

Tous les paliers de gouvernement doivent coopérer pour trouver ces renseignements. Ils doivent mieux comprendre les conditions de vie des personnes ayant des déficiences intellectuelles.

## La route vers la pauvreté

Les personnes ayant une déficience intellectuelle ont besoin d'une sécurité de revenu. Et c'est bien plus qu'une question d'argent. C'est aussi le manque de possibilités. De ne pas avoir de choix. Quelquefois, ces personnes doivent choisir entre payer les factures ou faire l'épicerie. Quelquefois, elles doivent acheter de la mauvaise nourriture. Il leur arrive de demander des échantillons médicaux gratuits aux médecins. Tout ça parce qu'elles sont pauvres. La pauvreté leur enlève leur dignité.

Pourquoi les personnes ayant une déficience intellectuelle sont-elles pauvres ou risquent-elles de vivre dans la pauvreté? Les raisons sont multiples. La solution devra s'attaquer à plusieurs d'entre elles.

- Il n'y a pas assez de mesures de soutien pour les personnes handicapées.

- Quelquefois, les personnes handicapées ne comprennent pas les questions d'argent. Elles ne savent pas comment faire un budget. On doit le leur apprendre. Cela s'appelle la culture financière.
- Les personnes handicapées ont besoin d'aide pour trouver un emploi. Les emplois doivent être accessibles.
- Les personnes handicapées ont besoin d'argent supplémentaire pour vivre.
- L'éducation doit être plus inclusive.

Rendre l'éducation inclusive est important. Si les personnes ayant une déficience intellectuelle n'arrivent pas à trouver des emplois, c'est surtout parce qu'elles n'ont pas une bonne éducation. Et les problèmes sont multiples. En voici quelques exemples :

- Les élèves en situation de handicap sont séparés des autres. Ils sont placés dans des classes spéciales. Ils sont isolés du reste de l'école. Ils n'apprennent pas les mêmes matières que les autres. Et cela ne les aidera pas à trouver de bons emplois une fois adultes. Ils seront certainement au chômage. Et sans doute exclus de la société.
- Très peu d'adultes ayant une déficience intellectuelle peuvent continuer leurs études après le secondaire. S'ils peuvent aller à l'université, au collège ou avoir une formation, ils auront davantage de chances d'avoir un emploi. Une étude a démontré que 80% des diplômés postsecondaires avaient trouvé un emploi après leurs études.

Sans une bonne éducation ou un emploi, c'est la pauvreté qui attend sans doute les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale.

Les personnes handicapées sont exclues du marché du travail. Elles doivent dépendre, trop hélas, de l'aide sociale. L'aide sociale devait être le dernier recours. Ce n'était pas un soutien à long terme. Ce qui signifie que ce n'est pas un bon régime pour arriver à vivre. Au Canada, les personnes handicapées ont besoin d'un meilleur système. Un système qui répondra à leurs besoins pour mener une vie de qualité.

## Programmes provinciaux et territoriaux

À travers le pays, les niveaux d'aide sociale sont trop faibles. Dans toutes les provinces et tous les territoires, les prestations sont en deçà du seuil de pauvreté. Ce qui signifie que les programmes n'accordent pas assez d'argent pour payer les besoins fondamentaux comme la nourriture et le logement.

Ces programmes sont aussi visés quand les personnes avec une déficience intellectuelle obtiennent des emplois. De bons emplois peuvent affecter leur soutien du revenu. Certains programmes suppriment ce soutien lorsque les bénéficiaires ont un emploi. Quelquefois, les prestataires perdent un dollar (1\$) de soutien de revenu pour chaque dollar (1\$) gagné. Les personnes handicapées sont injustement traitées lorsqu'elles essaient d'améliorer leur vie. Certains gouvernements ont même récupéré le montant de la prestation d'invalidité de la COVID-19 sur le soutien du revenu.

En plus du revenu, les provinces et territoires offrent d'autres mesures de soutien. Notamment:

- Des mesures de soutien essentielles liées au handicap
- Le financement direct
- Des prestations liées à la santé
- La formation
- L'emploi

Plusieurs de ces mesures sont liées au soutien du revenu. Quelquefois, une personne en situation de handicap a besoin de beaucoup d'assistance. Elle peut essayer d'obtenir de l'aide du gouvernement provincial. Elle peut essayer d'en obtenir du gouvernement fédéral. Mais cela peut causer des problèmes car certains programmes de soutien entrent quelquefois en conflit. Ce qui signifie que seul un programme peut être utilisé. C'est injuste.

Les mesures de soutien du gouvernement doivent atteindre les personnes qui en ont besoin. Aucun programme de soutien ne doit en affecter un autre. Les nouveaux programmes ne doivent pas toucher les anciens. Les différents paliers de gouvernement doivent donc collaborer pour éviter que cela ne se produise.

Inclusion Canada soutient que tous les ordres de gouvernement doivent maintenir et améliorer ces mesures de soutien. Ils doivent collaborer et conclure des ententes pour réaliser cet objectif.

## Programmes fédéraux

### Impôt fédéral sur le revenu et accès plus facile aux prestations

Le système en ligne de déclaration des revenus est très difficile à suivre. Les personnes ayant des déficiences intellectuelle et développementale auront du mal à l'utiliser. C'est difficile quand il n'y a que le soutien du revenu à déclarer. La pandémie a accentué les difficultés, car la plupart des cliniques d'impôt ont fermé leur porte. Les personnes handicapées n'ont pas pu obtenir l'aide requise pour préparer leur déclaration de revenus.

Mais ceci peut être corrigé. Avec un système automatique de déclaration fiscale pour les personnes à faible revenu. Le gouvernement fédéral possède déjà cette information. Ce système aiderait un grand nombre de personnes. En particulier des personnes qui ne gagnent pas beaucoup d'argent. Et les bénéficiaires du soutien du revenu.

Ainsi, personne ne pourrait perdre des prestations disponibles, comme l'allocation canadienne pour enfant et le Supplément de revenu garanti. Il y a de nombreuses prestations que les gens pourraient obtenir s'ils faisaient leur déclaration fiscale chaque année. Plus de 50 milliards de dollars attendent d'être versés. Cela réduirait la pauvreté des personnes à faible revenu.

Le gouvernement fédéral a promis en 2020 de créer un système automatique de déclaration de revenus. Ce système améliorera la santé financière de nombreuses personnes ayant une déficience intellectuelle. Il donnera de meilleurs résultats.

## Crédit d'impôt pour personnes handicapées

Le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH en bref) est un avantage financier. Il peut aider de nombreuses personnes handicapées et leurs familles. Ce crédit d'impôt porte sur les dépenses dues à la situation de handicap. Il peut aider les personnes à réduire le montant d'impôt à payer.

Le crédit d'impôt pour personnes handicapées pose toutefois des problèmes. Les recherches et les rapports les ont prouvés. Certaines personnes handicapées ont même arrêté de soumettre des demandes. Voici les principaux problèmes:

- Le processus de demande est compliqué. Il est différent à travers le pays.
- Un médecin ou un professionnel de la santé doit remplir une partie des formulaires de demande.
- Il y a des frais pour l'examen médical.
- La procédure de détermination de l'admissibilité n'est pas la même à travers le pays.
- La définition du « handicap » n'est pas une bonne définition.

Inclusion Canada réclame une meilleure définition du handicap. Celle utilisée dans la *Loi canadienne sur l'accessibilité* est meilleure. C'est aussi la définition adoptée dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle devrait être appliquée pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées.

D'autres prestations sont liées au crédit d'impôt. Les demandeurs doivent d'abord être admissibles au crédit d'impôt pour les obtenir. Par conséquent, ces prestations leur échappent.

La procédure d'admission au CIPH doit être modifiée. Les autres prestations liées au CIPH doivent être disponibles d'une autre manière. Jusqu'à ce que ces problèmes soient résolus, des millions de personnes en situation de handicap n'obtiendront pas le crédit d'impôt pour personnes handicapées. Elles n'obtiendront pas non plus les autres prestations liées au crédit d'impôt. Et c'est notamment le cas du régime enregistré d'épargne-invalidité.

## Régime enregistré d'épargne-invalidité

Un régime enregistré d'épargne-invalidité (ou REEI) un moyen, pour les personnes handicapées, d'épargner de l'argent à long terme. Les personnes à faible revenu peuvent obtenir du gouvernement fédéral des subventions et des bons du gouvernement fédéral qui s'ajoutent à leurs économies. Ces subventions et ces bons sont basés sur le revenu du ménage.

Mais il y a beaucoup de règles et de conditions. Le programme est difficile à comprendre. Les personnes handicapées ne l'utilisent pas beaucoup. Elles risquent de perdre des milliers de dollars en avantages.

Le retrait d'argent est le plus grand problème de ce régime. Tout d'abord, il y a la règle de retenue de dix ans. Il faut attendre 10 ans entre le dernier versement dans le régime et le premier retrait. Deuxièmement, le montant du retrait est limité. Et la personne qui retire de l'argent avant l'âge de 60 ans devra payer une pénalité.

De plus, de nombreuses personnes handicapées ne vivent pas aussi longtemps que les autres personnes. Elles veulent utiliser leurs économies lorsqu'elles en ont besoin. Il devrait y avoir moins de règles pour l'utilisation du régime enregistré d'épargne-invalidité. Les personnes avec des REEI ne devraient pas vivre dans la pauvreté jusqu'à ce qu'elles aient 60 ans.

### **Prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap**

Inclusion Canada est encouragé par la prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH). Le gouvernement fédéral s'est engagé à la créer. Il l'a affirmé dans le Discours du Trône de 2020 et ensuite dans le Budget fédéral de 2021.

Cette prestation peut aider de plusieurs manières. Elle peut aider les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale à sortir de la pauvreté. Elle peut les aider à obtenir une plus grande égalité avec les autres. Elle peut les aider à être traitées plus équitablement.

Inclusion Canada a préparé une proposition. Elle a pour titre *La prestation canadienne pour les personnes handicapées - Un aperçu : une vision, un concept.* Elle décrit tous les importants avantages et tous les bienfaits de cette prestation. Elle énonce les principes directeurs qui devraient guider cette prestation. Inclusion Canada veut s'assurer que cette prestation améliorera grandement la vie des personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale au Canada.

### **Responsabilités provinciales et territoriales par rapport aux responsabilités fédérales**

Les provinces et les territoires jouent un grand rôle dans le soutien du revenu. Elles offrent la plupart des programmes de soutien du revenu. Nous continuerons à encourager les provinces et les territoires à s'améliorer. Nous les inciterons toujours à accroître le revenu et les mesures de soutien pour les personnes en situation de handicap.

Mais nous sommes convaincus que le gouvernement fédéral a un plus grand rôle à jouer dans ce domaine. Nos appels à l'action visent le gouvernement fédéral et les secteurs de compétence fédérale.

## Appel à l'action d'Inclusion Canada

Le gouvernement fédéral a une responsabilité à assumer. Il doit aider à améliorer la sécurité du revenu des personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale. Il doit s'assurer qu'elles auront assez d'argent pour vivre, maintenant et dans l'avenir. Voici quelques mesures que le gouvernement peut prendre dès à présent.

### Actions à impact maximum

1. **Créer une prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap.** Elle doit apporter un revenu convenable aux personnes en situation de handicap. Elle doit être accessible. Elle doit respecter la dignité des gens. Inclusion Canada a des idées à ce sujet. Elles sont intégrées dans un document qui a pour titre *Prestation canadienne pour les personnes handicapées – Un aperçu : une vision, un concept.*
2. **Mettre à jour et améliorer les programmes de soutien.** De plus en plus de gens ont besoin d'accéder aux programmes de soutien. Ce qui inclut les personnes ayant des déficiences chroniques ou des déficiences récurrentes. Utiliser une définition du handicap plus inclusive pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées. Utiliser celle de la Loi canadienne sur l'accessibilité. Une définition inclusive du handicap est importante. Elle facilitera l'accès aux prestations.
3. **Faciliter le retrait d'argent des REEI.** Les bénéficiaires auront plus facilement accès à leurs épargnes. Modifier la règle des dix ans de retenue. Permettre aux bénéficiaires d'accéder aux contributions du gouvernement après un certain temps. Modifier la formule du paiement viager pour l'invalidité (PVI) pour augmenter les paiements issus du REEI dès qu'ils auront commencé.

### Priorités à impact modéré

1. **Séparer le REEI et le crédit d'impôt pour personnes handicapées.** Toute personne admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées devrait aussi être admissible à un REEI. Les personnes ayant une déficience intellectuelle et développementale qui bénéficient du soutien provincial ou territorial pourraient automatiquement participer au programme de REEI.
2. **Faciliter le processus de demande du crédit d'impôt pour personnes handicapées**
  - a. Supprimer tous les obstacles à la soumission de la demande. L'aide apportée par le médecin pour remplir le formulaire coûte de l'argent. Le gouvernement fédéral pourrait payer ces frais directement. Ou accorder des subventions pour les payer. Les subventions pourraient être versées à des organismes à but non lucratif dans les secteurs de la pauvreté et du handicap qui aideraient les demandeurs à obtenir le CIPH.
  - b. Plusieurs compagnies offrent aux personnes handicapées un service d'aide pour les demandes de CIPH. Ce n'est pas gratuit. Leurs frais sont soumis à des



règlements. Ces règlements doivent être mis en vigueur pour qu'ils soient respectés.

3. **Augmenter le Supplément pour personnes handicapées de l'allocation canadienne pour les travailleurs.** Quand les gens trouvent un bon emploi, leurs prestations d'invalidité diminuent. Cette pratique doit s'arrêter. Alors, les personnes handicapées seront incitées à trouver du travail.
4. **Assurer un accès universel à l'Internet et à un téléphone cellulaire.** Nous en avons tous besoin dans le monde actuel. S'assurer que les gens aient accès au service d'Internet qu'ils peuvent se payer. Offrir des services de téléphone cellulaire abordables. À travers le pays, les fournisseurs de service devraient proposer des rabais aux personnes à faible revenu.
5. **Approuver automatiquement l'admissibilité de certaines populations au crédit d'impôt pour personnes handicapées.** Il devrait être accordé à toutes les personnes en situation de handicap. Elles ne devraient pas être obligées de soumettre une demande. Et automatiquement, elles devraient obtenir d'autres prestations. Cela aiderait grandement les personnes handicapées. Et les accidentés du travail. Et les personnes admissibles à la prestation d'invalidité du RPC/RRQ et à d'autres programmes.
6. **Rendre remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées.** Cela s'appliquerait aux personnes à revenu faible à moyen. Il y aurait un peu plus de demandeurs. Cela leur donnerait accès à d'autres prestations.

## Actions à impact systémique

1. **Importance d'une analyse comparative entre les sexes ou ACS+ .** Ces analyses permettent d'évaluer l'impact des divers programmes et politiques sur les différents groupes de personnes. Il est aussi important d'appliquer l'optique droits de la personne. Ces analyses seront utilisées pour examiner les effets des plans, programmes et politiques du gouvernement. Et aussi, lors de la collecte de données sur les personnes en situation de handicap.
  - a. Le gouvernement doit recueillir de meilleures données sur les personnes en situation de handicap. Des informations sur leurs niveaux de revenu et de leurs familles. Des informations sur la personne avec laquelle elles vivent. Des informations sur leur type de handicap. Au fil des ans, le gouvernement devra faire un suivi sur ces données. Ainsi, il s'assurerait que les prestations sont versées aux personnes qui en ont le plus besoin.
2. **Modifier l'accès aux prestations du gouvernement.** Les personnes handicapées ne devraient pas avoir à faire une déclaration de revenus pour obtenir les prestations auxquelles elles ont droit. L'Agence du revenu du Canada (ARC) doit instaurer un système d'autodéclarations. Ainsi, les demandeurs pourraient obtenir leurs avantages sociaux. Les gens ont besoin du crédit d'impôt pour personnes handicapées dès l'âge de 16 ans.